

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0471 du 16 au 22 sept 2024

Magazine

BÉNIN

FIRST AFRIQUE, Le vrai visage de l'information. Siret: 52824976600023 CMA - LILLE / FRANCE



TRANSPARENCE, JUSTICE ET MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

Sommaire

BENIN

TRANSPARENCE, JUSTICE ET MODERNISATION
DE L'ADMINISTRATION



BENIN

RÈGLEMENT DES CONFLITS ET LITIGES

LE CGB FORME DES LEADERS DE LA MÉDIATION



BENIN

ONU

LES USA POUR DEUX SIÈGES PERMANENTS
AFRICAINS



INTER

ÉCONOMIE

60 ANS DE LA BAD, ADESINA SALUE SON
PERSONNEL



ECONOMIE

ÉCONOMIE

LA BANQUE CENTRALE LIBYENNE
DÉSTABILISE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE



ECONOMIE

Un Continent en Confiance et en Action pour Façonner Son Avenir

*L'*Afrique, autrefois perçue comme un continent en quête de solutions extérieures, se réinvente aujourd'hui avec une détermination sans précédent. Ce renouveau est visible dans tous les domaines ; politique, économique, social et culturel marquant une période de transformation où les nations africaines prennent résolument leur destin en main.

Sur le plan politique, les récentes réformes constitutionnelles à travers le continent illustrent un désir croissant d'autodétermination. Des révisions constitutionnelles au Gabon aux initiatives démocratiques en Tunisie et au Sénégal, l'Afrique s'engage dans des processus de gouvernance plus inclusifs et transparents. Les jeunes générations d'Africains, de plus en plus impliquées dans les affaires publiques, exigent des systèmes politiques qui reflètent leurs aspirations pour une meilleure justice sociale et une plus grande responsabilité. Économiquement, l'Afrique fait preuve d'une résilience et d'une innovation remarquables. Le continent est devenu un terrain fertile pour les start-ups et les entreprises technologiques, avec des hubs d'innovation en Afrique de l'Est, des centres technologiques en Afrique de l'Ouest et des initiatives d'économie verte en Afrique du Sud. Les accords de libre-échange continentaux, comme l'AfCFTA, sont conçus pour intégrer les économies africaines, réduire les barrières commerciales et stimuler la croissance économique locale. Les investissements étrangers, bien que cruciaux, sont maintenant accompagnés par une volonté croissante des nations africaines d'élever des solutions endogènes pour leurs défis spécifiques.

Sur le plan social, les mouvements pour les droits humains et l'égalité de genre prennent une ampleur inédite. Les jeunes militants, les organisations de la société civile et les activistes locaux jouent un rôle clé dans la promotion des droits des femmes, la lutte contre la corruption et la défense des libertés fondamentales. Les initiatives telles que EndSARS au Nigéria et les campagnes pour l'égalité des genres en Afrique du Sud montrent comment la société civile africaine exige des réformes et fait pression pour des changements significatifs.

La renaissance culturelle de l'Afrique est tout aussi inspirante. Le continent célèbre et redéfinit ses traditions culturelles tout en embrassant la modernité. La musique, le cinéma et la littérature africains captivent de plus en plus une audience mondiale, affirmant l'identité culturelle unique et la richesse du patrimoine africain. Des festivals internationaux aux productions locales, l'Afrique s'affirme comme un acteur majeur dans le monde de la culture et de l'art. Ce moment historique pour l'Afrique est marqué par un passage du rôle de spectateur à celui de protagoniste dans la scène mondiale. En prenant en main son destin, le continent démontre que ses défis peuvent être transformés en opportunités et que ses rêves peuvent devenir réalité. L'Afrique, forte de ses diversités et de ses aspirations communes, forge son avenir avec audace et vision, promettant une ère où elle sera non seulement entendue, mais respectée comme une force majeure dans le concert des nations.

Wilfrid KINT

BENIN

POLITIQUE

TRANSPARENCE, JUSTICE ET MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION



Depuis 2016, le gouvernement béninois a entrepris une série de réformes majeures visant à moderniser et à moraliser l'administration publique. Ces mesures ont transformé les concours de recrutement, amélioré les conditions de travail et de retraite, et renforcé la sécurité sociale. Voici un tour d'horizon des principales réalisations.

TRANSPARENCE ET ÉQUITÉ DANS LES CONCOURS DE RECRUTEMENT

Avant 2016, les concours de recrutement de l'État béninois étaient souvent entachés de favoritisme et de corruption. Les résultats mettaient en moyenne six mois à être proclamés, et les candidats privilégiés étaient souvent ceux ayant des connexions politiques ou capables de payer pour leur admission. Cette situation déplorable a conduit à la politisation de l'administration et à une baisse de ses performances. Depuis 2016, le gouvernement a instauré des mesures rigoureuses pour garantir la transparence et l'équité dans les concours. Aujourd'hui, les résultats sont annoncés en 14 jours, et seuls les méritants réussissent. La politique de recrutement basée sur le mérite a restauré la confiance des citoyens dans le système. Le gouvernement s'engage à réduire ce délai à 10 jours d'ici 2025 grâce à la dématérialisation du processus.

RECRUTEMENT MASSIF

POUR DIVERS SECTEURS

Entre 2016 et 2023, 56 199 agents ont été recrutés, surpassant largement les 37 466 agents embauchés entre 2006 et 2015. Ces nouveaux fonctionnaires ont renforcé les secteurs de l'éducation, de la justice, de la défense, de la santé, et bien d'autres. Actuellement, 2 742 autres agents sont en cours de recrutement, ce qui témoigne de l'engagement continu du gouvernement à améliorer les services publics.

RÉFORME DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

La liquidation des pensions des fonctionnaires était un processus long et ardu avant 2016. Les retraités devaient souvent attendre des années pour toucher leurs pensions, ce qui plongeait beaucoup d'entre eux dans la précarité. Désormais, les pensions sont versées dès le mois suivant la retraite. Les démarches administratives ont été simplifiées, avec une réduction drastique du nombre de documents requis. Le délai moyen de liquidation des pensions par la CNSS est passé de 9 mois à 3 mois. Les paiements par virement bancaire et mobile money ont remplacé les paiements aux guichets, évitant ainsi aux retraités les déplacements coûteux et risqués.

GESTION NUMÉRISÉE DES CARRIÈRES DES AGENTS DE L'ÉTAT

La numérisation des archives des dossiers du

personnel de l'État, passée de 0% en 2016 à 70% aujourd'hui, facilite la gestion des carrières et accélère la liquidation des pensions. L'objectif est d'atteindre 100% de numérisation d'ici 2026. La digitalisation a également réduit le délai de parution des actes de carrière de 12 à 3 mois, offrant aux agents la possibilité de consulter leurs documents en ligne.

DIALOGUE SOCIAL

Apaisé Avant 2016, les relations entre le gouvernement et les syndicats étaient souvent tendues, entraînant des grèves fréquentes. Le gouvernement a encadré le droit de grève pour favoriser le dialogue. Cette approche proactive a apaisé le climat social et renforcé les négociations collectives, évitant les perturbations des services publics.

AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES TRAVAILLEURS ET DES RETRAITÉS

Le gouvernement a respecté tous les engagements pris en faveur des travailleurs, incluant l'ajustement progressif des arriérés de salaires et l'avancement automatique des carrières. Le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) a été augmenté à 52 000 FCFA. Des augmentations salariales significatives ont été accordées, améliorant considérablement le niveau de vie des fonctionnaires. Pour les retraités, la pension a été augmentée de 25% en 2017, suivie d'une

nouvelle revalorisation de 2,4% en 2022. La digitalisation des procédures a facilité l'accès aux pensions, notamment par les paiements électroniques, éliminant les déplacements coûteux.

DÉFISCALISATION ET FORMALISATION DES EMPLOIS DOMESTIQUES

Les salaires inférieurs à 60 000 FCFA sont désormais exonérés d'impôt, et une réduction d'impôt a été appliquée aux salaires compris entre 130 000 et 150 000 FCFA. La formalisation des emplois domestiques assure que les travailleurs domestiques bénéficient de la sécurité sociale et de l'assurance-maladie universelle.

Perspectives Futures Le gouvernement s'engage à continuer ces réformes pour garantir que les progrès réalisés soient pérennisés et renforcés. L'objectif est de créer une administration publique plus juste, transparente et efficace, capable de répondre aux attentes des citoyens et d'améliorer leurs conditions de vie. En conclusion, les réformes entreprises depuis 2016 ont transformé l'administration publique béninoise, instaurant une nouvelle ère de transparence, de justice et d'efficacité. Ces réalisations notables sont la preuve de l'engagement du gouvernement à construire un avenir meilleur pour tous les citoyens.

W.K./La rédaction

60 ANS DE LA BAD, ADESINA SALUE SON PERSONNEL



Le lundi 9 septembre 2024, la Banque africaine de développement (BAD) a marqué un tournant historique en célébrant son 60e anniversaire à Abidjan. À cette occasion, le président de la BAD, Akinwumi Adesina, a rendu hommage aux contributions inestimables de ses employés, soulignant leur rôle crucial dans le développement du continent africain.

Réuni à l'Hôtel Ivoire d'Abidjan et connecté aux 40 bureaux de la BAD répartis à travers

l'Afrique et au Japon, le personnel a été chaleureusement remercié par Akinwumi Adesina. « ***Vous êtes essentiels pour la Banque, peu importe votre titre ou votre niveau dans l'organisation. Vous êtes importants pour la Banque africaine de développement, et surtout pour l'Afrique !*** » a affirmé le président, dans un discours empreint d'empathie et de reconnaissance.

Le président Adesina a souligné que l'engagement du personnel a été un moteur vital

de la transformation de l'Afrique. « ***Hier comme aujourd'hui, vous faites partie intégrante de cette transformation*** », a-t-il affirmé. Il a expliqué que chaque projet réalisé par la Banque bénéficie de l'apport collectif de son personnel. « ***Au cours des 60 dernières années, nous avons pu apporter des changements significatifs à travers le continent grâce à l'implication de tous les membres du personnel. Ces huit dernières années, notre travail a transformé la vie de 400 millions de personnes. Je tiens***

à vous remercier pour votre travail extraordinaire », a-t-il ajouté.

Akinwumi Adesina a également salué le courage des employés déployés dans des pays fragiles tels que la Somalie et le Soudan. Il a reconnu les risques personnels que ces employés prennent chaque jour pour avancer la cause de l'Afrique. « ***Leur bravoure est une source d'inspiration pour nous tous*** », a-t-il déclaré. Le président a partagé une réflexion personnelle sur l'impact profond que le personnel a eu sur lui.

60 ANS DE LA BAD, ADESINA SALUE SON PERSONNEL

« *Si on me demandait ce qui me manquera le plus à la fin de mon mandat, je répondrais sans hésiter que c'est le personnel. Je suis toujours ému en le disant* », a-t-il confié, suscitant une salve d'applaudissements enthousiastes parmi les membres du personnel présents dans la salle de conférences de l'Hôtel Ivoire.

Cet anniversaire a été l'occasion de reconnaître les efforts et les sacrifices des employés qui, par leur travail acharné, ont contribué à faire de la Banque africaine de développement la principale institution de financement du développement en Afrique. La BAD, fondée en 1964, a joué un rôle crucial dans le financement de projets de développement qui ont touché divers aspects de la vie en Afrique, allant des infrastructures aux projets sociaux et environnementaux.

La célébration des 60 ans de la BAD s'inscrit dans une série d'événements qui visent non seulement à commémorer les réalisations passées, mais aussi à regarder vers l'avenir avec détermination. Le président Adesina a évoqué

les défis futurs auxquels la Banque devra faire face pour continuer à répondre aux besoins croissants du continent. « *Nous avons accompli beaucoup, mais il reste encore tant à faire. Nous devons continuer à nous engager pleinement pour soutenir le développement durable et inclusif en Afrique* », a-t-il souligné.

L'événement a également servi de plateforme pour réfléchir aux leçons tirées des six décennies d'expérience de la Banque. Il a été souligné que l'un

des principaux atouts de la BAD est sa capacité à évoluer avec le temps et à s'adapter aux besoins changeants du continent. « *La flexibilité et l'innovation sont essentielles pour nous permettre de relever les défis complexes auxquels l'Afrique est confrontée* », a ajouté Akinwumi Adesina.

La célébration des 60 ans de la Banque africaine de développement a été un moment fort de reconnaissance et de gratitude envers ceux qui ont contribué au succès de l'institu-

tion. Le président Adesina a exprimé sa profonde reconnaissance envers le personnel, soulignant que leur dévouement et leur travail sont au cœur des succès de la Banque. Cet anniversaire n'est pas seulement une occasion de célébrer les réalisations passées, mais aussi de se projeter vers un avenir prometteur pour l'Afrique, avec une détermination renouvelée à poursuivre la mission de développement de la Banque.

La rédaction



LA BANQUE CENTRALE LIBYENNE DÉSTABILISE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE



La Libye, riche en ressources pétrolières, traverse une nouvelle crise qui menace de paralyser l'une des plus importantes industries du pays : le secteur pétrolier. Au cœur de cette tourmente, se trouve une lutte de pouvoir interne à la Banque centrale libyenne (CBL), une institution qui joue un rôle central dans la gestion des revenus pétroliers du pays. Cette crise, qui a déjà provoqué une interruption des exportations et une chute importante de la production, met en péril non seulement

l'économie nationale, mais aussi la stabilité politique du pays.

La Banque centrale libyenne est un acteur essentiel de l'économie du pays, en particulier dans le secteur pétrolier. En effet, cette institution gère les revenus provenant des exportations de pétrole, qui représentent plus de 90 % des recettes publiques de la Libye. Le pétrole, véritable poumon économique du pays, assure le financement des institutions publiques et permet de stabiliser une économie déjà fragile en raison de la

guerre civile et de l'instabilité politique qui secouent le pays depuis la chute de Kadhafi en 2011.

Cependant, cette position clé de la CBL s'est transformée en arme dans la lutte de pouvoir entre les différentes factions politiques libyennes. La Banque, censée être indépendante, est de plus en plus perçue comme une institution politisée, dont les actions sont guidées par des intérêts partisans plutôt que par la gestion saine de l'économie nationale.

La crise actuelle découle

principalement de dissensions internes au sein de la direction de la Banque centrale. Depuis plusieurs mois, les responsables de la CBL sont divisés en deux camps, chacun accusant l'autre de mauvaise gestion et de corruption. Ces tensions ont culminé avec l'incapacité de la Banque à répartir équitablement les revenus pétroliers entre les différentes régions du pays, aggravant ainsi les divisions régionales et tribales qui minent la cohésion nationale.

Le problème est également exacerbé par l'ab-

LA BANQUE CENTRALE LIBYENNE DÉSTABILISE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

sence d'une gouvernance centrale forte en Libye. Depuis la guerre civile qui a éclaté après la chute de Kadhafi, la Libye est divisée entre plusieurs gouvernements rivaux et milices armées, chacun cherchant à s'emparer des ressources pétrolières pour asseoir son pouvoir. Cette fragmentation politique se reflète aujourd'hui dans la gestion des finances publiques, où la Banque centrale, autrefois un pilier de stabilité, est devenue un terrain de confrontation.

L'un des effets les plus visibles de cette crise interne à la CBL est la chute brutale de la production pétrolière en Libye. Selon Mohamed Eljarh, expert en énergie et directeur associé de Libya Desk, les exportations de pétrole libyen ont été suspendues en raison de cette lutte de pouvoir. «La production a chuté à des niveaux historiquement bas», a-t-il déclaré dans une interview exclusive, soulignant que la crise financière touche désormais les infrastructures pétrolières du pays.

La National Oil Corporation (NOC), la compagnie nationale pétrolière, est elle-même prise en tenaille entre les factions rivales. La NOC, qui dépend en grande partie des fonds de la Banque centrale pour assurer ses opérations, se retrouve dans l'incapacité

de payer ses employés et de maintenir ses installations. Cela a conduit à la fermeture de plusieurs champs pétroliers clés, notamment dans la région du Croissant pétrolier, où se trouvent les principales infrastructures d'exportation.

Eljarh précise que les arrêts de production ne concernent pas seulement les infrastructures endommagées par la guerre, mais aussi celles qui étaient jusqu'à récemment pleinement opérationnelles. «Les installations pétrolières sont en train de se détériorer faute d'entretien régulier, et cela met en danger la capacité future de la Libye à revenir à des niveaux de production normaux», explique-t-il.

Les conséquences économiques de cette crise sont déjà palpables. Avec la chute des revenus pétroliers, le gouvernement est incapable de financer les services publics, ce qui entraîne des pénuries de biens essentiels, des coupures d'électricité et une inflation galopante. La dévaluation continue de la monnaie libyenne ajoute encore à la pression économique que subit la population, déjà éprouvée par des années de conflits. Les experts craignent que la situation économique ne s'aggrave davantage si la production pétrolière

ne reprend pas rapidement. **«Sans une solution à cette crise bancaire, il est peu probable que la Libye puisse retrouver une stabilité économique»**, avertit Eljarh. Il souligne que les sanctions internationales, combinées à la faiblesse des institutions financières libyennes, ont laissé la Banque centrale sans les moyens de redresser la situation.

Face à cette crise, plusieurs observateurs appellent à une réforme en profondeur de la Banque centrale et du secteur pétrolier. Le principal défi est de désamorcer les tensions politiques au sein de la CBL, de rétablir la confiance dans la gestion des finances publiques et de garantir une répartition équitable des ressources pétrolières entre les différentes régions du pays.

Cela nécessitera également une coopération internationale plus soutenue. La communauté internationale, notamment les Nations Unies et l'Union européenne, joue un rôle clé dans la résolution des conflits en Libye. Cependant, les solutions proposées jusqu'à présent, principalement basées sur des dialogues politiques entre les factions rivales, n'ont pas suffi à apaiser les tensions économiques.

Le sort de l'économie li-

byenne repose donc sur la capacité des dirigeants à mettre de côté leurs différends politiques et à rétablir la stabilité au sein de la Banque centrale. Cela passe par une restructuration de l'institution pour la rendre plus transparente et moins sujette aux influences politiques.

L'industrie pétrolière, qui représente l'espoir d'une reprise économique pour la Libye, ne pourra se redresser qu'avec une gestion financière rigoureuse et un soutien international accru pour la réhabilitation des infrastructures. Comme le souligne Mohamed Eljarh, «le pétrole est à la fois la plus grande richesse et la plus grande malédiction de la Libye». Si la crise actuelle n'est pas résolue rapidement, elle pourrait entraîner des conséquences dévastatrices pour la population et l'avenir politique du pays.

La Libye se trouve à un carrefour crucial. La crise au sein de la Banque centrale ne fait qu'aggraver une situation déjà critique, et seule une réforme structurelle profonde pourra ramener la stabilité nécessaire pour relancer la production pétrolière et assurer la prospérité du pays.

La rédaction

F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader
Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Joseline Folly.

C. Cakpo

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafrique.tv.bj

www.firstafrique.tv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.

EXAMEN DE LA NOUVELLE CONSTITUTION



Le Gabon a marqué un tournant historique le jeudi 12 septembre, avec le début effectif des travaux de l'Assemblée constituante convoquée par le chef de la transition. Les 168 parlementaires, composés de députés et sénateurs, se sont réunis pour une session de dix jours afin d'examiner et de modifier le projet de Constitution présenté par le comité technique. Ce projet, remis au général Oligui Nguema le 31 août, sera soumis à un référendum d'ici la fin de l'année après les amendements proposés par les membres de l'Assemblée.

Dès le vendredi 13 septembre, les travaux de l'Assemblée constituante se poursuivront avec les auditions de figures clés,

dont le Premier ministre Raymond Ndong Sima et la ministre de la Réforme des institutions, Murielle Minkoué Mintsa. Cette dernière, ayant dirigé le comité constitutionnel national, sera au cœur des discussions. Les parlementaires examineront en profondeur les points de débat tels que les contre-pouvoirs à l'hyper-présidence, les régimes pénaux pour les dirigeants, et l'indépendance de la justice.

Les amendements au projet de Constitution devront être déposés d'ici dimanche soir. Le président de l'Assemblée nationale, Jean François Ndongou, a souligné l'importance de ces discussions : « Nous allons examiner et **amender le document selon nos aspirations pour le futur du pays. Ce texte**

est entre les mains des parlementaires, et nous n'avons pas de limites dans notre travail, sauf notre conscience et notre désir de bien pour le Gabon. » Les résultats seront remis au président de la transition pour adoption en Conseil des ministres, avant la soumission finale au référendum.

La révision de la Constitution s'inscrit dans un contexte de changement politique significatif au Gabon. Cette révision vise non seulement à moderniser les institutions mais aussi à répondre aux aspirations de la population gabonaise en matière de gouvernance et de justice.

Les discussions devraient également porter sur la manière dont la nouvelle Constitution pourrait renforcer la transparence et

la responsabilité au sein du gouvernement, tout en garantissant des mécanismes de contrôle et d'équilibre pour éviter les abus de pouvoir.

La réussite de ce processus constituant dépendra de l'implication active et de la concertation entre les différentes parties prenantes, y compris les acteurs politiques, les organisations de la société civile, et les citoyens. Le référendum à venir sera un moment crucial pour valider les changements proposés et déterminer la direction future du pays. Il est essentiel que ce processus soit transparent et inclusif pour renforcer la légitimité du texte final et assurer sa pleine acceptation par la population.

La rédaction

DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE ET LÉGISLATIVES ANTICIPÉES



Le Sénégal se dirige vers des élections législatives anticipées suite à une décision majeure prise par le président Bassirou Diomaye Faye. Dans une allocution télévisée le 12 septembre 2024, le chef de l'État a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale, invoquant des blocages politiques importants qui paralysaient la mise en œuvre de son programme. Cette dissolution marque un tournant décisif pour le paysage politique sénégalais, avec des élections fixées au 17 novembre 2024.

UNE DÉCISION INÉVITABLE

Bassirou Diomaye Faye, élu dès le premier tour de la présidentielle de mars 2024, fait face à un Parlement où l'opposition, en particulier le camp de l'ancien président Macky Sall, contrôle la majorité. Ce déséquilibre a engendré des tensions qui ont perturbé l'agenda du président. Depuis son arrivée au pouvoir, Faye a tenté de travailler avec l'Assemblée, mais il a dénoncé à plusieurs reprises les blocages de la majorité parlementaire, qu'il accuse de « *ramer à contre-courant de la volonté du peuple sénégalais* ».

Dans son discours télévisé,

le président a déclaré que « *le gage d'une collaboration franche avec la majorité parlementaire était une illusion* ». Il a expliqué que l'opposition refusait systématiquement de soutenir les réformes pour lesquelles il avait été élu. Faye a justifié la dissolution de l'Assemblée comme une réponse à ces obstacles politiques, estimant qu'il fallait « *ouvrir une nouvelle temporalité* » pour sortir le pays de l'impasse.

UN CONTEXTE DE TENSIONS POLITIQUES

Le Sénégal, considéré comme l'une des démocraties les plus stables

d'Afrique, se trouve aujourd'hui à un moment crucial de son histoire politique. Depuis son indépendance en 1960, le pays a connu plusieurs transitions pacifiques de pouvoir. Toutefois, ces dernières années, la scène politique a été marquée par une polarisation croissante, notamment entre les partisans de Macky Sall, président de 2012 à 2024, et ceux de Bassirou Diomaye Faye.

Le mandat de Sall a été caractérisé par une centralisation du pouvoir exécutif, ce qui a exacerbé les tensions au sein du Parlement. L'arrivée de Faye au pouvoir a apporté l'espoir

DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE ET LÉGISLATIVES ANTICIPÉES

d'un changement, mais la majorité parlementaire issue des dernières élections législatives est restée fidèle à Macky Sall. Le blocage législatif a atteint un point critique ces derniers mois, avec des réformes majeures en attente, notamment celles liées à l'économie et à la gouvernance.

L'ARTICLE 87 DE LA CONSTITUTION

La décision de dissoudre l'Assemblée nationale n'a pas été prise à la légère. En vertu de l'article 87 de la Constitution sénégalaise, le président peut dissoudre l'Assemblée après deux ans de législature. Le mandat actuel du Parlement ayant atteint cette limite en septembre 2024, Faye a donc exercé son droit constitutionnel pour provoquer de nouvelles élections législatives. Cette décision est perçue par certains comme une tentative de renforcer son pouvoir en essayant de renverser la majorité parlementaire qui lui est opposée.

D'autres estiment cependant que Faye n'avait guère d'autre choix, étant donné la paralysie de l'Assemblée. En dissolvant l'Assemblée, il espère obtenir une majorité plus favorable lors des prochaines élections, ce qui lui permettrait de mettre en œuvre les réformes promises lors de sa cam-

pagne électorale.

UN PARI RISQUÉ POUR FAYE

Toutefois, la dissolution de l'Assemblée nationale comporte des risques pour Bassirou Diomaye Faye. Si les élections législatives du 17 novembre 2024 ne lui offrent pas une majorité parlementaire, il pourrait se retrouver dans une situation encore plus difficile. Un second mandat législatif dominé par l'opposition rendrait la gouvernance presque impossible, ouvrant la voie à une éventuelle instabilité politique.

Le président doit donc convaincre les électeurs que son programme est celui qui répond le mieux aux besoins du pays. Il devra aussi s'assurer que son camp est uni et prêt pour cette élection. De leur côté, les forces d'opposition, dirigées par les partisans de Macky Sall, se mobilisent déjà pour faire face à ce scrutin anticipé. Elles espèrent que la décision de dissolution de Faye se retournera contre lui, en démontrant que

son incapacité à gouverner efficacement n'est pas seulement due à l'obstruction de l'opposition, mais aussi à un manque de leadership de sa part.

UNE CAMPAGNE QUI S'ANNONCE INTENSE

La campagne législative qui s'annonce promet d'être particulièrement intense. Le peuple sénégalais, souvent impliqué dans le débat public, suivra de près les positions des différents partis sur les questions centrales : l'économie, la justice sociale, la démocratie et la place du Sénégal dans le monde.

Bassirou Diomaye Faye devra se battre pour convaincre que sa vision est la meilleure pour le Sénégal, tandis que l'opposition tentera de prouver qu'elle est plus à même de défendre les intérêts du peuple. L'enjeu principal de cette élection sera donc de déterminer qui, entre Faye et ses opposants, pourra former une majorité cohérente capable de gouverner sans les blocages actuels.

VERS

UN RÉFÉRENDUM SUR L'AVENIR POLITIQUE DU SÉNÉGAL ?

En dissolvant l'Assemblée nationale, Bassirou Diomaye Faye joue gros. Le scrutin du 17 novembre 2024 sera, d'une certaine manière, un référendum sur son mandat. Les électeurs devront choisir entre continuer à soutenir un président qui cherche à briser l'impasse parlementaire ou se tourner vers une opposition qui propose un autre chemin pour l'avenir du pays.

Quelle que soit l'issue, cette élection marquera un tournant décisif pour la démocratie sénégalaise. En attendant, le pays se prépare pour une campagne électorale qui s'annonce passionnée, voire mouvementée. Le 17 novembre, les Sénégalais auront la chance de faire entendre leur voix et de décider du chemin que prendra leur nation.

La rédaction



LES USA POUR DEUX SIÈGES PERMANENTS AFRICAINS



Les États-Unis ont récemment renforcé leur soutien à une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU qui permettrait à l'Afrique d'obtenir deux sièges permanents. Cette proposition s'inscrit dans une volonté de redéfinir la structure de cet organe clé des Nations unies, vieux de près de huit décennies, afin de mieux refléter la réalité géopolitique du XXI^e siècle. L'annonce a été faite par Linda Thomas-Green-

field, l'ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU, lors d'un discours prononcé devant le Conseil des relations extérieures. Elle a rappelé que cette initiative fait suite à une promesse faite par le président Joe Biden il y a deux ans.

L'Afrique, malgré ses trois sièges non permanents au Conseil de sécurité, n'a pas une influence significative dans la prise de décisions qui touchent di-

rectement ou indirectement le continent. Thomas-Greenfield a souligné que cette situation ne permet pas aux pays africains « **de s'exprimer suffisamment** » sur les questions mondiales de paix et de sécurité. Ainsi, la proposition d'octroyer deux sièges permanents à l'Afrique vise à corriger ce déséquilibre, dans le but d'intégrer davantage la voix africaine dans les discussions stratégiques au sein du Conseil.

Cette démarche s'inscrit dans une série d'initiatives qui reconnaissent le rôle croissant de l'Afrique sur la scène internationale. Le continent africain, avec une population en constante expansion et des économies en plein essor, occupe une place de plus en plus centrale dans les affaires mondiales. De plus, il est souvent au cœur des discussions sur les questions de paix, de sécurité et de développement durable. L'attribution de sièges per-

LES USA POUR DEUX SIÈGES PERMANENTS AFRICAINS

manents donnerait aux pays africains une place plus influente dans la gestion des crises internationales.

Cependant, un aspect clé de cette réforme proposée par Washington est que ces deux nouveaux membres africains n'auraient pas de droit de veto. Selon Thomas-Greenfield, l'octroi du droit de veto a souvent paralysé le Conseil de sécurité, comme le montrent les exemples récents de l'invasion de l'Ukraine par la Russie ou des conflits au Moyen-Orient. Elle a expliqué que le droit de veto rend le Conseil « **dysfonctionnel** » et qu'il serait contre-productif d'étendre ce pouvoir à de nouveaux membres.

Cette position révèle une certaine prudence de la part des États-Unis, qui cherchent à élargir la participation internationale tout en maintenant un contrôle sur les mécanismes de décision les plus sensibles. Les cinq membres permanents actuels, à savoir les États-Unis, la Russie, la Chine, la Grande-Bretagne et la France, détiennent le droit de veto, ce qui leur permet de bloquer toute résolution qu'ils jugent contraire à

leurs intérêts nationaux.

La réforme du Conseil de sécurité n'est pas une idée nouvelle. Depuis des décennies, de nombreuses voix s'élèvent pour demander une modernisation de cette institution afin qu'elle reflète mieux la réalité mondiale actuelle. Le Conseil est toujours structuré comme en 1945, à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, avec des membres permanents qui étaient à l'époque les principales puissances militaires et économiques du monde. Cependant, le paysage international a considérablement changé depuis.

Des initiatives visant à réformer le Conseil ont été lancées dès 1979, et en 2005, les dirigeants mondiaux ont demandé que cet organe devienne « **plus largement représentatif, plus efficace et plus transparent** ». Cependant, les discussions sur la manière d'y parvenir ont souvent été bloquées par des désaccords profonds entre les membres de l'ONU. Certaines résolutions visant à élargir le Conseil ont été mises en suspens en raison de ces divisions.

En plus de l'Afrique, les

États-Unis ont longtemps soutenu l'attribution de sièges permanents à l'Allemagne, au Japon et à l'Inde, des pays qui jouent aujourd'hui un rôle majeur dans la gouvernance mondiale. En septembre 2022, Joe Biden avait également exprimé son soutien à des sièges permanents pour des nations d'Amérique latine et des Caraïbes, bien que cela n'ait pas été mentionné dans le récent discours de Thomas-Greenfield. Toutefois, un haut responsable américain a confirmé que Washington continue de soutenir ces candidatures.

Outre l'Afrique et les autres nations déjà évoquées, la diplomate américaine a également proposé la création d'un siège rotatif supplémentaire pour les petits États insulaires en développement. Ces 39 États, bien que petits en taille, sont directement affectés par des questions cruciales comme le changement climatique, ce qui justifie, selon elle, leur inclusion dans des discussions de haut niveau sur la paix et la sécurité mondiales.

Pour concrétiser ces propositions, les États-Unis envisagent de rédiger

une résolution formelle visant à réformer le Conseil de sécurité. Toutefois, comme l'a souligné Thomas-Greenfield, parvenir à un consensus parmi les 193 États membres de l'ONU sera un défi majeur. Elle a reconnu qu'il est irréaliste de croire que tous les États s'accorderont sur un modèle de Conseil réformé. « **Je suis optimiste, mais je suis aussi réaliste** », a-t-elle déclaré, soulignant que des divergences persisteront inévitablement.

L'initiative américaine pour accorder deux sièges permanents à l'Afrique représente un pas significatif vers une réforme tant attendue du Conseil de sécurité de l'ONU. Bien que des obstacles demeurent, notamment sur la question du droit de veto et des désaccords internes au sein de l'ONU, il est clair que la nécessité de moderniser cette institution est reconnue par une majorité de pays. Reste à voir si ces discussions aboutiront enfin à une refonte du Conseil, reflétant ainsi la réalité géopolitique d'un monde en constante évolution.

W.K./La rédaction

LE CGB FORME DES LEADERS DE LA MÉDIATION



Dans un monde où les conflits sont inévitables, la médiation se révèle être un art fondamental pour rétablir le dialogue et promouvoir la paix dans le monde des affaires. C'est dans cette perspective que le Centre de médiation et d'arbitrage Consensus Gates Bénin (CGB) a organisé, du 9 au 13 septembre 2024, une session de formation sur les différents processus de médiation. Cette initiative a été principalement dédiée aux institutions financières et aux entreprises, avec pour objectif

de leur fournir les compétences nécessaires pour gérer efficacement les conflits.

Le thème central de ces cinq jours d'échanges et de partage d'expériences était : « **Comment conduire efficacement un processus de médiation ?** » Dans son discours d'ouverture, Dr Bintou Boli Djibo, Présidente de REMPA et experte en médiation, a souligné l'importance de la médiation dans la résolution des conflits et des litiges. « **La médiation est gouvernée par des principes directeurs et**

des règles encadrant les échanges entre le médiateur et les parties. Il s'agit des principes garantissant le respect de la volonté des parties, l'intégrité morale, l'indépendance, l'impartialité du médiateur, la confidentialité et l'efficacité du processus de médiation. En outre, le médiateur doit s'assurer que la solution envisagée reflète la volonté des parties et est conforme à l'ordre public. En ce qui concerne l'engagement, la performance, l'effort et le dévouement, il n'y a pas de juste milieu : soit vous faites quelque chose

de très bien, soit vous ne le faites pas du tout. C'est en cela que nous saluons la tenue de cette session de formation », a-t-elle exprimé. En soulignant le rôle vital de la médiation dans la résolution des différends, elle a insisté sur le fait que la médiation ne se limite pas à la simple résolution de conflits, mais qu'elle contribue également à instaurer un climat de confiance et de collaboration au sein des équipes.

De son côté, François T. KOUIGNI, Secrétaire Général du CGB, a exprimé son enthousiasme pour cette

LE CGB FORME DES LEADERS DE LA MÉDIATION

formation, qui marque le lancement officiel des activités du CGB. **« Ce format du CGB, axé sur les pratiques, le partage d'expériences et le renforcement de nos capacités, nous permettra de continuer à actualiser nos connaissances et nos acquis. Au regard des nombreux avantages liés au mode alternatif de règlement des litiges, l'objectif visé est de consolider les capacités des intervenants pour que les cadres, amenés à conduire les procédures ou à assister les conseils qui accompagnent nos institutions financières et nos entreprises, soient suffisamment formés afin de préserver les intérêts financiers, commerciaux et relationnels de nos entreprises »**, a confié François KOUGNI.

Lors de cette formation intensive, plusieurs experts renommés en médiation sont intervenus pour partager leurs connaissances et leurs expériences. Les participants ont eu l'occasion de se familiariser avec diverses techniques de médiation, telles que la médiation transformative, la médiation par facilitation et la médiation évaluative. Chacune de ces techniques présente des avantages uniques, permettant d'aborder les conflits sous diffé-

rents angles et de trouver des solutions adaptées à chaque situation.

Les séances de formation ont également inclus des ateliers pratiques où les participants ont pu s'exercer à la médiation à travers des études de cas réels. Ces ateliers ont été conçus pour simuler des situations courantes dans le monde des affaires, telles que des conflits entre partenaires commerciaux, des différends contractuels et des litiges au sein des équipes de travail. En travaillant sur ces cas pratiques, les participants ont pu développer des compétences concrètes et applicables directement dans leur environnement professionnel.

Une autre dimension importante de cette formation a été l'accent mis sur la communication et l'écoute active. Les formateurs ont insisté sur l'importance de la communication non-violente et de l'écoute empathique pour réussir une médiation. Ils ont montré comment ces compétences permettent de mieux comprendre les besoins et les préoccupations des parties impliquées, facilitant ainsi la recherche de solutions mutuellement bénéfiques.

Par ailleurs, le CGB a profi-

té de cette occasion pour lancer un guide pratique de la médiation, destiné à servir de référence pour les professionnels formés. Ce guide, rédigé par des experts du CGB, contient des conseils pratiques, des outils et des ressources pour aider les médiateurs à naviguer dans le processus de médiation avec succès. Il aborde également les aspects légaux et éthiques de la médiation, offrant ainsi une vision complète et intégrée de cette discipline.

Au cours des cinq jours de formation, les participants se sont familiarisés avec les avantages de la médiation, ainsi qu'avec les règles et principes régissant l'accord de médiation et son exécution. Cette formation représente la première expérience du Centre de médiation et d'arbitrage CGB, qui s'affirme ainsi comme

un acteur essentiel dans la promotion de la médiation comme moyen de favoriser la paix et la coopération au sein des entreprises et des institutions financières.

La session de formation organisée par le CGB a non seulement permis de renforcer les compétences des participants en matière de médiation, mais elle a aussi contribué à la promotion d'une culture de la paix et de la collaboration dans le monde des affaires. Le succès de cette initiative ouvre la voie à d'autres formations et événements similaires à l'avenir, consolidant ainsi la position du CGB comme un leader dans le domaine de la médiation et de l'arbitrage en Afrique.*

A.K.S./ La rédaction



UNE APPLICATION MOBILE POUR DÉTECTER LA TUBERCULOSE



Des chercheurs sud-africains de l'université de Stellenbosch, en collaboration avec des partenaires européens, sont en train de développer une application mobile révolutionnaire capable de détecter des cas de tuberculose. Cette maladie

représente l'une des principales causes de mortalité en Afrique du Sud, avec plus de 230 000 cas enregistrés en 2022. Cette innovation pourrait transformer la façon dont la tuberculose est détectée et traitée dans le pays, améliorant ainsi la santé

publique et sauvant potentiellement des milliers de vies.

L'application permettrait à une infirmière de détecter un cas suspect de tuberculose simplement en utilisant un téléphone portable. Le professeur Grant Theron de l'université de

Stellenbosch explique : *« En utilisant le microphone intégré de n'importe quel téléphone portable, le personnel de santé peut demander au patient de tousser. Le son de la toux est enregistré et un programme analyse les caractéristiques spécifiques d'une toux pro-*

UNE APPLICATION MOBILE POUR DÉTECTER LA TUBERCULOSE

voquée par la tuberculose, déterminant ainsi si la personne est potentiellement positive et doit subir des tests supplémentaires. »

Cette méthode innovante repose sur la reconnaissance des caractéristiques sonores d'une toux spécifique à la tuberculose. Grâce à des algorithmes sophistiqués et à l'intelligence artificielle, l'application peut analyser les enregistrements de toux et identifier des motifs qui seraient indétectables à l'oreille humaine. Il est important de noter que cette technologie n'offre pas un diagnostic final, mais constitue une première étape cruciale dans le processus de dépistage.

Actuellement, le dépistage de la tuberculose en Afrique du Sud et dans de nombreux autres pays en développement repose principalement sur des radiographies pulmonaires et des tests de laboratoire. Ces méthodes, bien que précises, sont coûteuses, nécessitent du personnel spécialisé et ne sont pas toujours disponibles dans les zones rurales ou reculées. En conséquence, près de la moi-

tié des cas de tuberculose en Afrique ne sont pas diagnostiqués, en grande partie à cause du manque de ressources.

« Cette méthode est économique, rapide et très facile à utiliser pour déterminer si une personne doit être soumise à des examens plus approfondis pour vérifier la présence de tuberculose », ajoute le professeur Theron. **« Aujourd'hui, le dépistage nécessite souvent une radiographie pulmonaire, un équipement qui n'est pas disponible partout en Afrique. Avec cette application, seul un téléphone bon marché est nécessaire. »**

L'application mobile pourrait être particulièrement utile dans les régions où l'accès aux services de santé est limité. En permettant un dépistage préliminaire rapide et peu coûteux, elle peut aider à identifier les cas de tuberculose plus tôt, ce qui est crucial pour le traitement et la prévention de la maladie. Plus le dépistage est précoce, plus les chances de traitement efficace et de guérison sont élevées, réduisant ainsi le taux de mortalité lié à la tu-

berculose.

Le professeur Theron précise que l'application est prête à être déployée, mais qu'il reste des étapes cruciales à franchir avant qu'elle puisse être utilisée à grande échelle. **« Nous devons obtenir les autorisations nécessaires et les financements pour équiper les centres de santé et les hôpitaux. Cela permettra un dépistage plus large de la population. »**

Pour que l'application soit largement adoptée, il est nécessaire d'obtenir l'approbation des autorités de santé et de sécuriser des financements pour son déploiement. Les développeurs de l'application cherchent à collaborer avec les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les bailleurs de fonds internationaux pour obtenir les ressources nécessaires.

Le déploiement de cette technologie nécessitera également la formation du personnel de santé à son utilisation. Bien que l'application soit conçue pour être simple et intuitive, une formation

adéquate est essentielle pour garantir une utilisation efficace et précise. De plus, il sera crucial de sensibiliser les communautés à cette nouvelle méthode de dépistage pour encourager les gens à se faire tester.

L'application mobile développée par les chercheurs sud-africains représente une avancée significative dans la lutte contre la tuberculose. En facilitant un dépistage rapide, économique et accessible, elle a le potentiel de transformer la manière dont la tuberculose est détectée et traitée, non seulement en Afrique du Sud, mais aussi dans d'autres régions du monde où la maladie reste un problème majeur de santé publique. Avec les autorisations et financements nécessaires, cette technologie pourrait devenir un outil essentiel pour réduire le taux de mortalité lié à la tuberculose et améliorer la santé globale des populations affectées.

La rédaction
FirstAfriqueTv

DJOGBÉNOU ET L'UP RENOUVEAU EN PREMIÈRE LIGNE A NIKKI



Le 14 septembre 2024, Nikki, la capitale historique du royaume Baatonu, a une fois de plus été le théâtre de la célèbre fête culturelle et culturelle de la Gaani. Cette célébration annuelle, qui revêt une grande importance dans le nord du Bénin, rassemble chaque

année des milliers de participants venus de divers horizons pour rendre hommage aux traditions ancestrales. Cette édition 2024 a été marquée par une présence politique de taille : celle du Président de l'Union Progressiste le Renouveau (UP-R), Professeur Joseph F. DJOGBÉNOU,

accompagné d'une imposante délégation.

C'est dans une ambiance empreinte de solennité et d'enthousiasme que le Président DJOGBÉNOU et sa délégation ont fait leur entrée à la Cour Impériale de Nikki, haut lieu symbolique de la monarchie Baatonu. Des acclamations cha-

leuses et des chants traditionnels ont accompagné leur arrivée sur l'esplanade, mettant en lumière l'importance de la Gaani dans le maintien du lien entre la culture et la politique au Bénin. Cette présence était loin d'être anodine, elle témoignait de l'engagement de l'UP-R à soutenir et promouvoir

DJOGBÉNOU ET L'UP RENOUVEAU EN PREMIÈRE LIGNE A NIKKI

les valeurs culturelles locales, tout en renforçant ses liens avec la chefferie traditionnelle.

Parmi les membres de la délégation, on comptait des figures politiques de premier plan telles que Mariam CHABI ZIMÉ TALATA, Vice-présidente de l'UP-R et actuelle Vice-présidente de la République, ainsi que Louis VLAVONOU, Président de l'Assemblée nationale.

Leur participation reflète le soutien indéfectible de l'UP-R aux communautés du nord du Bénin, en particulier les

Baatonu et les Boo, qui sont au cœur de cette fête historique.

Avant le début officiel des festivités, le Professeur DJOGBÉNOU et sa délégation ont été reçus par Son Altesse Séro Torou Touko Sari, Empereur de Nikki. Cette rencontre, marquée par la cordialité et le respect, a permis de réitérer l'engagement du parti à soutenir la chefferie traditionnelle, pilier des valeurs culturelles et sociales dans cette région du Bénin. Le dialogue avec l'Empereur a souligné l'importance du rôle de la monarchie dans le

maintien de la cohésion sociale et culturelle, et a renforcé les liens entre les dirigeants politiques et les autorités traditionnelles.

Le Président DJOGBÉNOU a profité de cette occasion pour affirmer l'attachement de l'UP-R à la préservation des traditions locales, tout en soutenant les initiatives de développement qui favorisent la modernisation des régions du nord. En réaffirmant cet engagement, il a clairement montré que le développement socio-économique et la promotion des va-

leurs culturelles ne sont pas incompatibles, mais qu'ils peuvent au contraire se renforcer mutuellement.

Un des temps forts de la participation de l'Union Progressiste le Renouveau à cette édition de la Gaani a été la présence de 100 jeunes militants du parti, issus de différentes sections. Cette initiative, orchestrée par la Haute Direction Politique du parti, visait à immerger les jeunes dans cette célébration riche en enseignements culturels. La jeunesse, pierre angulaire de l'avenir du



OUATTARA RESSERRE SON EMPRISE SUR LE RHDP



Bénin, était au cœur de cette démarche, avec pour objectif de favoriser la transmission des valeurs traditionnelles et culturelles aux générations futures.

La Gaani est une fête où le passé rencontre le présent, et où la culture

se transmet de manière vivante. Pour les jeunes militants de l'UP-R, cette immersion culturelle était l'occasion de se familiariser avec les us et coutumes des peuples du nord du Bénin, tout en renforçant leur engagement politique. Cette initiative démontre l'im-

portance qu'accorde le parti à la jeunesse, non seulement en tant qu'acteur politique, mais aussi en tant que gardienne des valeurs traditionnelles.

Le Président DJOGBÉ-NOU, tout au long de son intervention, a sou-

ligné la nécessité de préserver ces valeurs tout en s'adaptant aux défis contemporains. La culture, selon lui, est un vecteur de cohésion sociale et de développement durable. En impliquant la jeunesse dans cette dynamique, l'UP-R montre sa volonté

OUATTARA RESSERRE SON EMPRISE SUR LE RHDP

de bâtir un avenir où la modernité et la tradition coexistent harmonieusement.

La Gaani, au-delà de son caractère festif, est également un moment d'expression des identités locales et de renforcement des liens sociaux. Pour l'UP-R, la participation à cette célébration n'est pas simplement un geste symbolique. Il s'agit d'une reconnaissance de l'importance des traditions dans le façonnement de l'identité nationale, mais aussi d'une opportunité politique de s'inscrire durablement dans le tissu

social du nord du Bénin.

L'engagement de l'Union Progressiste le Renouveau en faveur des cultures locales traduit une vision politique où le développement s'appuie sur la diversité culturelle et le respect des valeurs ancestrales. En participant à la Gaani, le parti montre qu'il est à l'écoute des préoccupations des populations locales et qu'il est prêt à œuvrer à la sauvegarde de leur patrimoine tout en promouvant leur inclusion dans les dynamiques de modernisation.

La participation du Président Joseph F. DJOG-BÉNOU et de sa délégation à la Gaani 2024 a marqué les esprits, tant par la ferveur populaire qui l'a accompagnée que par les messages forts qu'elle a véhiculés. En réitérant son soutien à la chefferie traditionnelle et en mettant la jeunesse au centre de son engagement, l'UP-R a fait preuve de clairvoyance et d'une compréhension profonde des enjeux culturels et sociaux du Bénin.

Cette édition de la Gaani aura donc été une belle démonstra-

tion de l'importance de la culture dans la vie politique et sociale du pays. Pour l'Union Progressiste le Renouveau, il s'agit non seulement de promouvoir les valeurs ancestrales, mais aussi de les inscrire dans une vision de modernité, où chaque Béninois, quelle que soit son origine, peut trouver sa place et contribuer à l'avenir du pays.

La rédaction



UNION PROGRESSISTE LE RENOUVEAU

LE PERSONNEL DE L'ONU A GAZA CRAINT D'ÊTRE CIBLE



La situation à Gaza reste des plus tendues et violentes, avec des conséquences dramatiques non seulement pour les civils, mais aussi pour ceux qui tentent de les aider. Le personnel des Nations unies, et en particulier celui de l'UNRWA (l'agence onusienne pour les réfugiés palestiniens), est de plus en plus préoccupé par les risques auxquels il est exposé. Après une

frappe aérienne israélienne meurtrière qui a frappé une école gérée par l'ONU, la crainte d'être directement ciblé grandit parmi les employés sur le terrain.

Mercredi dernier, l'école Al-Jawni située à Nousseirat, au centre de la bande de Gaza, a été frappée par une bombe israélienne, tuant 18 personnes, dont six employés de l'UNRWA. Cette école, comme beau-

coup d'autres dans la région, avait été transformée en refuge pour des familles déplacées, cherchant à échapper à la violence incessante.

La frappe, qui a entraîné une vague de condamnations à l'international, est la plus meurtrière qu'ait subie l'UNRWA en plus de onze mois de conflit armé entre Israël et le Hamas. Ce nouvel épisode tragique a ravivé la question du

respect du droit international humanitaire et de la protection des civils et du personnel humanitaire en temps de guerre.

Les employés de l'ONU à Gaza sont aujourd'hui dans une situation de plus en plus précaire. Sam Rose, directeur adjoint de l'UNRWA, a déclaré à l'AFP que certains employés ont désormais peur de porter leur gilet officiel, identifiable, de l'ONU. «Un collègue a dit qu'ils ne

LE PERSONNEL DE L'ONU A GAZA CRAINT D'ÊTRE CIBLE

portaient plus le gilet de l'UNRWA parce qu'ils ont le sentiment que cela fait d'eux une cible», a-t-il expliqué après s'être rendu sur le site de l'école détruite.

Ce sentiment traduit une réalité difficile à accepter pour ceux dont le travail consiste à fournir une assistance humanitaire. Si porter l'emblème de l'ONU, habituellement synonyme de protection, est perçu comme un risque, cela soulève de sérieuses questions sur le respect des normes internationales en matière de protection des personnels humanitaires dans des zones de conflit. Cette situation crée un dilemme tragique : comment continuer à apporter une aide vitale tout en protégeant la vie de ceux qui la délivrent ?

Le déroulement des événements ce jour-là ajoute une dimension poignante à cette tragédie. Selon les informations rapportées, les employés de l'UNRWA étaient en train de manger dans ce qui ressemblait à une salle de classe lorsque la bombe est tombée. Sam Rose a raconté que «le fils d'un membre du personnel avait apporté un repas», et qu'ils avaient initialement hésité à savoir où manger avant de se décider pour cette salle. La frappe a non seulement détruit une partie du bâtiment, mais elle a aussi annihilé ces moments

simples, ces instants de répit dans une zone de guerre dévastée.

Cet événement souligne une fois de plus les difficultés, voire les dangers, auxquels sont confrontés les acteurs humanitaires travaillant dans les zones de conflit. Depuis plusieurs années, les installations de l'ONU à Gaza, y compris les écoles et les centres de santé, sont régulièrement touchées par des frappes militaires, en dépit de leur statut protégé par le droit international.

Le fait que les employés de l'UNRWA soient tués dans l'exercice de leurs fonctions met en lumière la question plus large de la sécurité du personnel humanitaire en temps de guerre. Les travailleurs humanitaires ne sont pas des combattants. Leur mission est d'apporter une aide aux plus vulnérables, souvent dans des contextes où les ressources sont rares et les risques élevés. Mais lorsque les lignes de front deviennent floues et que des frappes visent des lieux censés être des refuges, cela remet en question la capacité même de ces organisations à opérer en toute sécurité.

La communauté internationale n'a pas tardé à réagir à cette frappe sur l'école Al-Jawni. Des voix se sont élevées pour dénoncer l'attaque et ap-

peler au respect du droit international humanitaire, qui interdit les attaques contre des civils et les infrastructures civiles, y compris les installations humanitaires. L'ONU elle-même, par la voix de plusieurs de ses responsables, a condamné l'attaque, appelant à une enquête indépendante pour faire la lumière sur cet événement tragique et pour que justice soit rendue aux victimes.

L'appel à la retenue et au respect des règles de guerre, bien que souvent répété, semble de plus en plus difficile à appliquer dans un conflit aussi enraciné et complexe que celui entre Israël et le Hamas. Le fait que des installations de l'ONU puissent être visées, intentionnellement ou non, montre à quel point les frontières entre zones de guerre et zones de refuge se brouillent.

Le conflit entre Israël et le Hamas est une guerre d'usure qui dure depuis des années, avec des phases de calme relatif entrecoupées de violentes escalades. Cette frappe contre l'école de l'UNRWA s'inscrit dans un contexte plus large de violence accrue dans la région, où chaque camp semble prêt à intensifier les actions militaires. Et comme toujours, ce sont les civils, ainsi que ceux qui les aident, qui paient le plus lourd

tribut.

Le personnel des Nations unies, bien que formé pour faire face à des situations de crise, se trouve désormais dans une position particulièrement vulnérable. Le sentiment d'être ciblé personnellement ajoute une nouvelle couche de peur et de stress dans un contexte déjà extrêmement tendu.

La question qui demeure est celle de la protection des travailleurs humanitaires dans des zones de conflit aussi dangereuses. Comment garantir leur sécurité tout en leur permettant de poursuivre leur mission essentielle ? Les récentes frappes à Gaza montrent que des efforts considérables doivent être faits pour assurer que le personnel humanitaire puisse travailler sans craindre pour sa vie.

Alors que la situation à Gaza continue de se détériorer, les appels à un cessez-le-feu et à la protection des civils se multiplient. Mais tant que de tels incidents se produisent, le chemin vers la paix et la sécurité pour tous, y compris pour ceux qui travaillent à sauver des vies, semble encore bien long.

La rédaction

ACCORD ALLEMAGNE-KENYA POUR LA MAIN-D'ŒUVRE



Le 8 septembre 2023, l'Allemagne et le Kenya ont signé un accord historique pour permettre à 250 000 travailleurs kenyans qualifiés et semi-qualifiés de s'installer et de travailler en Allemagne. Ce partenariat stratégique vise à répondre à la pénurie croissante de main-d'œuvre en

Allemagne tout en offrant de nouvelles opportunités aux jeunes kenyans. La signature de cet accord, qui a eu lieu à la Chancellerie de Berlin, représente une avancée majeure dans les relations entre les deux nations.

Cet accord marque une étape clé dans la ré-

solution des défis du marché du travail en Allemagne, qui peine à recruter du personnel qualifié malgré une population vieillissante. Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a souligné l'importance de cet accord en déclarant : « **Un accord très important de mon point de vue. Il ouvre des perspectives**

aux Kényans, car les travailleurs qualifiés ou les jeunes peuvent venir se former en Allemagne. Cela peut nous aider à compenser le manque criant de main-d'œuvre. »

Ce partenariat arrive à un moment crucial pour l'Allemagne, confrontée à un vieillissement démographique avec un

ACCORD ALLEMAGNE-KENYA POUR LA MAIN-D'ŒUVRE

âge médian de 46 ans. En effet, le pays cherche des solutions pour remplir ses deux millions de postes vacants, une situation exacerbée par la faiblesse du taux de natalité et le vieillissement de la population. En attirant des travailleurs kenyans, l'Allemagne espère non seulement combler ces postes vacants, mais aussi dynamiser son économie avec de nouvelles compétences et perspectives.

Le Président kenyan, William Ruto, a également exprimé les avantages de cet accord pour son pays. Il a affirmé : **« Aujourd'hui, nous célébrons la signature de cet accord de partenariat global sur la migration et la mobilité de la main-d'œuvre qui fournira un contexte pour l'expansion des relations entre nos deux pays, les relations de personne à personne, et qui nous donnera l'occasion de libérer le potentiel de la technologie en Allemagne et du capital humain au Kenya, où nous avons un grand nombre de jeunes éduqués, innovateurs et travailleurs. »** Cette initiative offre au Kenya une opportu-

nité précieuse pour ses jeunes talents. En offrant une formation et des opportunités de travail en Allemagne, cet accord permettra aux jeunes kenyans d'acquérir des compétences et une expérience internationale précieuses. De plus, l'envoi de travailleurs à l'étranger peut générer des envois de fonds importants, qui jouent un rôle crucial dans l'économie kenyanne. Ces envois de fonds peuvent aider à soutenir les familles, à financer l'éducation et à stimuler le développement économique local.

Cependant, ce partenariat n'est pas sans controverse. En effet, il soulève des préoccupations au Kenya concernant une possible « fuite des cerveaux », où des professionnels qualifiés pourraient quitter le pays pour chercher des opportunités à l'étranger, laissant un vide dans des secteurs clés au Kenya. La perte de talents pourrait avoir des conséquences négatives sur des domaines essentiels comme la santé, l'éducation et la technologie. Les autorités kenyanes devront donc mettre en place des mesures pour équi-

librer cette émigration de main-d'œuvre qualifiée avec le maintien de talents nécessaires au développement du pays. Paradoxalement, cette coopération met en lumière une contradiction au cœur des politiques migratoires européennes. D'un côté, l'Europe est souvent perçue comme réticente à accueillir des migrants en raison de préoccupations politiques et sociales. De l'autre, elle se tourne activement vers des pays comme le Kenya pour combler des lacunes sur le marché du travail, démontrant ainsi une volonté d'attirer des travailleurs qualifiés tout en limitant l'immigration en général. Cette dualité dans les politiques migratoires européennes suscite des débats sur l'équité et la cohérence de ces approches.

Pour que cet accord soit véritablement bénéfique pour les deux pays, il est essentiel de mettre en place des mécanismes de suivi et de soutien. Les travailleurs kenyans devront être accompagnés dans leur intégration en Allemagne, avec des programmes de formation linguistique et cultu-

relle pour faciliter leur adaptation. De même, le Kenya devra s'assurer que l'émigration de travailleurs ne crée pas de pénurie dans des secteurs essentiels. Des partenariats avec des institutions éducatives et des entreprises allemandes pourraient également être développés pour garantir un transfert de compétences et de connaissances au retour des travailleurs au Kenya.

L'accord entre l'Allemagne et le Kenya pour le recrutement de 250 000 travailleurs kenyans est une initiative prometteuse qui pourrait répondre à des besoins cruciaux des deux côtés. Il offre une solution à la pénurie de main-d'œuvre en Allemagne tout en créant des opportunités pour les jeunes kenyans. Toutefois, pour maximiser les bénéfices de ce partenariat, il est crucial de gérer soigneusement les défis et les risques associés, en assurant un équilibre entre les besoins des deux pays et en promouvant une migration équitable et durable.

La rédaction



1A

F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+ 229 66 05 56 61

F1RST AFRIQUE